

# LE MONDE

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche  
après l'Hôtel Terminus en venant  
du Rond point Grand Hôtel.  
CEL : 90.00.99.83 / 94.95.75.33  
E-mail: lemonde\_niger1@yahoo.fr

## D'AUJOURD' HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

6<sup>ème</sup> année:

N°310 DU MERCREDI  
17 OCTOBRE 2018

PRIX : 300 F

**Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse**

## Affaire de faux dédouanements de véhicules De gros commerçants et hautes personnalités impliqués...

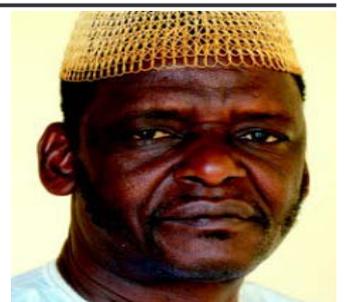


*Simulation de riposte en cas d'attaque terroriste*

**Quand l'irresponsabilité du gouvernement  
provoque la panique des populations de Niamey**

*Retournement de veste*

## Boubé Gassibo a-t-il cédé à un chantage ?



*Crise politique au Niger*

## Le CNDP peut-il sauver l'essentiel ?

*Sommet de la Francophonie à Erevan*

**«Le Vivre ensemble» : le Niger et ses discours bidons**

# Lettre au “président de la République”

Monsieur le “Président”,

## Si vous n’avez pas tenu votre promesse en 2016, pourquoi la tiendriez-vous en 2021 ?

Après le Pnud, c’est à la Banque mondiale d’estimer, sur la base de critères rendus publics, que votre magistère a été un échec et que le Niger se trouve à la traîne, derrière des pays qui n’ont pas la moitié des ressources de notre pays et qui ne sont pas cet « îlot de paix dans un environnement tourmenté » que vous flattez tant. Le 11 octobre 2018, sur 157 pays visés, la Banque mondiale a classé le Niger parmi les trois pays qui n’investissent pas assez dans leurs populations. Parmi les critères retenus, il y a la survie des enfants, la scolarité et la santé niveau d’éducation, l’espérance de vie à la naissance ou l’accès à la santé. Avec 0,32, le Niger est un des pays qui affichent les pires indices du continent et du monde. Ce n’est pas moi qui parle comme je veux, je rapporte ce que la Banque mondiale a écrit. La Banque mondiale enfonce ainsi le clou en corroborant le rapport du Pnud en matière d’IDH qui a régulièrement classé le Niger dernier des pays du monde. Il n’y a aucune fierté à le dire et à le rappeler, tant ça fait mal de constater, malgré ces milliers de milliards que vous dites avoir investi dans le développement du Niger depuis sept ans, aujourd’hui, que l’on nous dise que notre pays reste dernier. Qu’est-ce qui se passe ? De deux choses, l’une : soit, ces milliers de milliards n’ont jamais été investis au Niger et pour le compte des Nigériens ; soit les chiffres ronflants dans les statistiques n’ont jamais existé. La première hypothèse me paraît la plus plausible. En sept ans, le Niger a bénéficié d’énormes ressources, tirées de son pétrole pour l’essentiel, mais aussi de prêts exorbitants, parfois contractés dans des conditions frauduleuses. Ce sont effectivement des milliers de milliards qui ont été contractés auprès de partenaires bilatéraux et multilatéraux, mais dont on s’interroge sur la destination réelle. Pendant que les prêts pleuvent et que les ressources pétrolières et minières rapportent des centaines de milliards, rien que pour les permis miniers, l’école et la santé s’écroulent, coupées de ressources et désorganisées par un pilotage à vue. L’eau courante manque, les routes sont détruites,

à un moment où le gouvernement resserre l’étai fiscal sur les populations.

**Monsieur le “Président”,**

Ce n’est pas surprenant que le Niger n’ait pas gagné la moindre place sous votre gouvernance. Sous Mamadou Tanja, bien que le gouvernement de Hama Amadou ait trouvé l’Etat dans un gouffre financier béant, il a su, grâce à une gouvernance assez exemplaire, faite de rigueur et de responsabilité, redresser la situation et permettre au Niger de gagner jusqu’à trois places dans le classement IDH. C’est cette embellie financière que vous avez trouvée à la tête de l’Etat, à un moment où la totalité des financements du barrage de Kandadji étaient acquis et que le pétrole était là. Le Fonds monétaire international vous avait mis en garde dès 2012, lors d’une visite de Christine Lagarde à Niamey. Je n’ai pas besoin de rappeler, ici, les mises en garde et les conseils de la directrice générale du Fmi, mais vous avez manifestement opté pour tout autre chose. Durant ces années de gouvernance que vous incarnez, le Niger a été spolié de ses ressources et nombre d’observateurs restent sceptiques, au regard de la casse financière commise sous votre gouvernance, sur une volonté de votre part d’organiser des élections crédibles et de tourner le dos à l’Etat. Des personnes avisées avec lesquelles j’ai échangé sur la session en cours du CNDP dans une perspective de révision du code électoral m’ont dit d’attendre et de voir quelle tournure les choses vont finalement prendre. Elles soutiennent que vous avez tant de choses à expliquer et à justifier aux Nigériens que vous ne présentez pas le profil des chefs d’Etat qui s’en vont, tranquilles et confiants. Ces gens ne vous croient pas et ne croient pas en un sursaut de votre part pour, ne serait-ce que essayer, de redresser la barre.

**Monsieur le “Président”,**

Pour tout vous dire, la plupart des Nigériens ont la conviction que vous ne présentez pas les prémices d’un homme qui tend vers la sortie, mais un homme qui est prêt à tout tenter. Vos propos, maintes fois répétés, tendant à convaincre vos compatriotes que vous ne ferez pas ce dont on vous

soupçonne, ont été emportés par le vent. Presque personne n’y croit au Niger et il y a de quoi. D’abord, en 2016, vous aviez solennellement déclaré que, je vous cite : «... je mettrai un point d’honneur à contribuer à l’expression libre des suffrages du peuple nigérien et à l’organisation d’élections inclusives. [...] je ne cautionnerai pas l’organisation d’élections tropicalisées pour ne pas dire truquées. [...] C’est dire que je considérerai des élections mal organisées comme un échec personnel et je ne serai jamais à la base d’un travestissement de l’expression de la volonté populaire ». Le monde entier a été témoin du hold-up électoral qu’il y a eu. Contrairement au serment solennel que vous faisiez à l’occasion du 55<sup>e</sup> anniversaire de l’accession à l’indépendance de notre pays, il y avait eu un total travestissement de l’expression de la volonté populaire. C’est la première raison pour laquelle les Nigériens ont du mal à vous croire.

La seconde raison est liée à l’évolution des choses au sommet de l’Etat. L’ascension fulgurante de votre fils, Abba, dans la haute sphère de l’Etat, tout comme ce que certains assimilent à un louvoiement de votre part dans la perspective des prochaines élections générales, fait naître des soupçons. Si vous n’avez pas tenu votre promesse en 2016, pourquoi la tiendriez-vous en 2021 ? En tout état de cause, vous devrez nécessairement sortir de la peau de celui qui doit choisir un président pour le Niger. Ce n’est pas de votre ressort. Le hold-up électoral de 2016 peut être suffisant pour allumer en vous le feu de la folle ambition de rester au pouvoir au-delà du terme légal de ce mandat sur lequel vous connaissez mon opinion ou de chercher à manipuler le processus électoral. Ce serait une grosse erreur de votre part.

**Monsieur le “Président”,**

Personnellement, je suis habité par le doute. J’ai tant entendu et vu de votre part que j’attends de constater pour croire. Je doute profondément. Et ce n’est pas un procès d’intention puisque ce n’est pas la première fois. Le bénéfice du doute ne peut, par conséquent, vous profiter.

**MallamiBoucar**

**Affaire de faux dédouanement de véhicules**

**De gros commerçants et hautes personnalités impliqués**

Selon des informations dignes de foi, des hommes politiques et de riches hommes d'affaires tels que, Mohamed Rissa, propriétaire de Rimbo Transport voyageurs et bailleur de fonds du Pnds Tarayya, Allomaro, un autre riche homme d'affaires proche de l'opposition politique ainsi qu'un puissant ministre allié au Pnds sont cités dans une affaire de faux dédouane-

ments de véhicules de grosses cylindrées. Le dossier aurait été transmis à la Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (Halcia) où certaines personnalités se seraient rendues pour se conformer à la loi. Comment ? La question reste posée. Par contre, d'autres croient en leur force politique et ne se sont pas dérangés. La Halcia, qui a bou-

clé son enquête et dressé rapport, aurait été instruite de transmettre le dossier au parquet. Aux dernières nouvelles, le nommé Allomaro se voyant harcelé alors que les autres sont ignorés, aurait quitté le Bénin où il résidait, semble-t-il, pour un autre pays de la sous-région. Pendant ce temps, les autres concernés, parce qu'ils se croient intouchables, circulent tranquillement



dans leurs grosses cylindrées non dédouanées suivant les normes, privant l'Etat de dizaines de millions qu'ils ont refusé de verser à la douane. Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions.

DOUDOU

**Simulation de riposte en cas d'attaque terroriste**

**Quand l'irresponsabilité du gouvernement provoque la panique des populations de Niamey**

Ce mardi 16 octobre 2018, les Niameyens ont été pris de panique par la rumeur d'une attaque terroriste qui aurait fait quelques morts dans les rangs des Forces et de défense (FDS) au sein de la grande mosquée. La rumeur a d'autant gonflé rapidement que des coups de feu ont été entendus et que la police a cerné et bouclé tout le périmètre autour de

l'enceinte de ladite mosquée, tenant les populations à une distance respectable. Et pour amener les populations environnantes, quelques écoles proches du site ont été vidées de leurs écoliers. On a tout entendu et malgré l'assurance donnée par les éléments de la police sur les lieux qui ont régulièrement informé les usagers de la route qu'il s'agit d'un exer-

cice de simulation, la rumeur d'une attaque terroriste a continué à enflammer la ville. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas communiqué autour de cet exercice afin d'éviter la propagation de toute rumeur et par conséquent toute panique de la population ? Une autre faute de gouvernance ! Au Burkina Faso voisin où le même type d'exercice semble avoir été initié de façon concomitante à celui de Niamey, le minis-

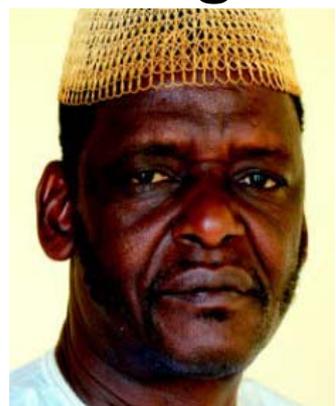
tre de la Sécurité publique a informé les Burkinabè vivant à Ouagadougou qu'il y aura, le mardi 16 octobre 2018, dans la zone du Stade du 4 août, un exercice de simulation d'une attaque terroriste. Pourquoi les autorités nigériennes n'ont pas songé à faire la même chose ? Le silence, assimilé par nombre d'observateurs à une irresponsabilité du gouvernement, a provoqué la panique au sein des populations.

DOUDOU

**Retournement de veste**

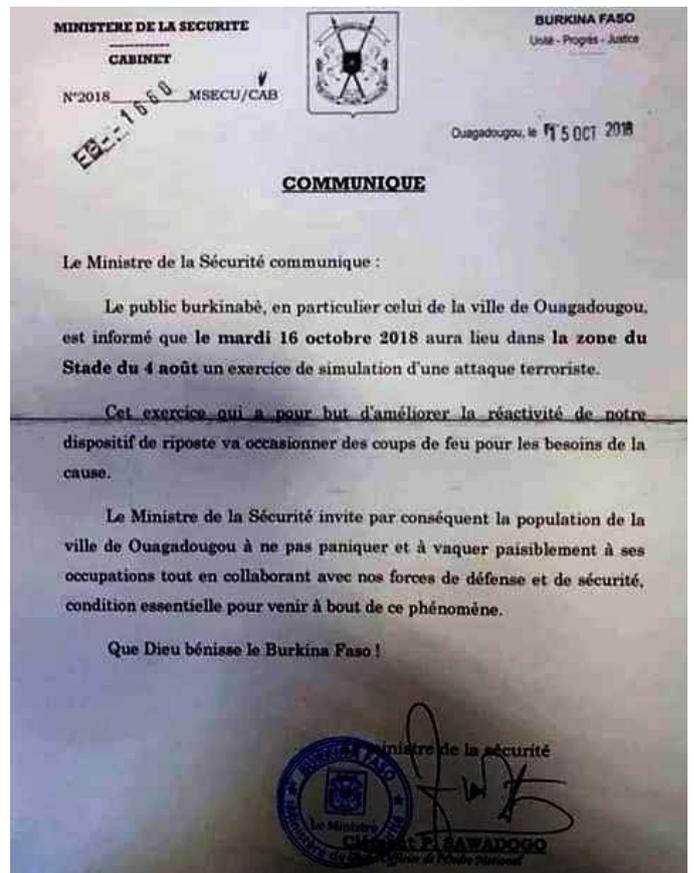
**Boubé Gassibo a-t-il cédé à un chantage ?**

L'Andp Zaman Lahiya vient de perdre un grand militant du 5<sup>e</sup> arrondissement en la personne de El Hadj Boubé Gassibo. L'homme d'affaires et grand militant de l'Andp Zaman Lahiya a finalement confirmé la rumeur publique en quittant son parti pour adhérer au Pnds Tareyya. Selon l'explication donnée par l'intéressé, il a pris cette décision suite à une visite que Bazoum Mohamed, le président du Pnds Tareyya, aurait effectuée à son bureau. D'autres sources indiquent pourtant que Boubé Gassibo aurait reçu un virement bancaire d'une grosse somme d'argent sur un de ses comptes ; de l'argent que l'Etat lui devrait en tant que fournisseur de cahiers et divers autres articles à l'Etat. Les sources les moins radicales soutiennent qu'il est parti pour sauver sa tête, étant trempé dans le dossier des



terres achetées par la SONUCI, il y a quelques années. Bien que le sieur Gassibo a bénéficié d'un non-lieu en première instance, il suffit, indique une source, d'un claquement des doigts et le tour est joué. Après ce gros coup de poignard dans le dos de l'Andp, ce sera le tour de quel autre parti allié au sein de la mouvance présidentielle ?

DOUDOU



## Crise politique au Niger

# Le CNDP peut-il sauver l'essentiel ?

Le Niger vit les moments les plus sombres de son histoire. Le juger et l'apprécier par les bétons que les socialistes ont érigés en son sein pour défier la misère des populations, ne peut que conduire sur de mauvaises pistes. L'humain est sacrifié sur l'autel de l'urbanisme ostentatoire. Le Niger est mal gouverné, devenant presque la propriété privée d'un clan qui ne peut concéder le moindre espace pour les autres. Des Nigériens sont devenus des étrangers dans leur propre pays, vivant en exil dans leur pays. Or, le Niger n'appartient pas à un clan, il est le bien de tous et il revient à tous d'en prendre soin. Gérer le pouvoir ne donne pas plus de droit à un autre dans le pays, et tous d'où qu'ils viennent, de quelque niveau ou de quelque condition qu'ils soient sont égaux en droits et en devoirs. Ça, c'est dans les principes qui fondent la République. Dans la Réalité, depuis quelques années, sous la Renaissance socialiste, les choses sont bien autres. Le Niger est en deux versions : une pour les bons Nigériens qui sont du sérail du pouvoir, et une autre, pour les Nigériens de seconde zone qui, pour avoir choisi de vivre leur liberté de choix, sont persécutés, mis en marge. Pendant plus de cinq ans de gouvernance, les Nigériens ont vécu la suprématie des camarades, vivant sous les pieds d'hommes qui ne peuvent rien leur concéder dans la nation et dans la démocratie. On les retrouve à la marge de l'administration, victimes d'exclusion, dans la poudrière d'une société où on leur refuse tout : les marchés, les emplois. Leur place est à la prison, dans l'étouffement, dans la misère car, l'on a pensé machiavéliquement que pour les vaincre il aurait fallu leur refuser tout, pour qu'ils soient vulnérables et objectivement corruptibles. La stratégie est certes payante, sauf qu'elle ne donne que des individus non tout un électorat qui est censé être avec l'homme vaincu. Seyni est parti, mais pas le Mnsd, Adal est parti, sans l'âme squelettique de son parti. A l'ère des aventuriers alimentaires, la politique perd toute sa noblesse pour n'être qu'un vulgaire métier aux visées mercantilistes. La faim devenue insupportable a poussé des hommes à l'infamie.

Et depuis que des hommes sans éthique et sans conviction font la politique, le Niger ne vit que des crises politiques, sans que jamais les hommes, du moins certains, ne se servent des leçons de nos déboires passées. Alors que l'Opposition fait attention avec son



leader Hama Amadou qui appelle ses partisans à éviter tout ce qui peut porter atteinte à la cohésion nationale pour provoquer une déliquescence de la nation, le pouvoir fier de ses nouveaux muscles trouvé derrière la force publique qu'il peut manipuler, se gargarise d'avoir triomphé, ne faisant aucune concession à une opposition qu'il croit avoir anéantie. Et le climat ne fait que se détériorer, empirant jusqu'à ce que l'on ait l'impression d'être arrivé à un point de non-retour. On aura appelé à aller au dialogue pour éviter au Niger et aux Nigériens des déchirements inutiles, les renaissants, gonflés de vanité, ne peuvent admettre d'aller à la détente qu'ils croient être un signe de faiblesse et ne peuvent arrêter de traquer les adversaires, politiques, journalistes, acteurs de la société civile. Pendant ce temps, le pays n'avance pas jusqu'à ce que les gouvernants s'en rendent compte pour croire qu'ils ne leur reste qu'une solution : renforcer la pression fiscale sur des Nigériens misérables. Mais après près d'une année d'application, le problème reste entier et les nouvelles mesures s'avèrent inefficaces car le problème du Niger est plus un problème de gouvernance et de gestion que de revenus mobilisables. Peut-on croire que le régime en a pris conscience pour voir autrement la situation en lui trouvant des solutions nouvelles, celles-là mêmes qu'il a tout le temps refusées ? En tout cas depuis des jours, alors que Bazoum Mohamed, jurant sur tous ses dieux, que la loi électorale, ne sera pas révisée, l'on était surpris d'entendre que le Premier ministre Brigi Rafini écrivait à la classe politique, toutes tendances confondues, les appelant à une relecture consensuelle de la loi électorale qui divise la classe politique

depuis des années. Depuis, l'on s'interrogeait sur la sincérité d'une telle démarche qui a surpris plus d'un Nigérien. Comment les socialistes, pouvaient-ils être arrivés à de tels meilleurs sentiments ? La grogne et les dissensions sont-elles profondes au sein de la mouvance et de peur que d'autres, à l'instar de Kiishin Kassa, ne claquent la porte pour discréditer davantage le régime, s'est-on résolu à fléchir, pour faire place au dialogue refusé naguère ? Ou est-ce encore les problèmes de gestion qui obligent le régime à desserrer l'étau pour apaiser le climat et sauver les meubles, surtout que l'extérieur sur lequel il compte, ne semble pas être prêt à lui ouvrir les vannes et lui donner les moyens de survivre à sa crise financière au milieu de syndicats grommeleurs ? Ou encore, faut-il croire, ainsi que le prétendent beaucoup d'observateurs, c'est l'extérieur et notamment des partenaires influents qui dictent cette politique de l'apaisement, pour un pays qui a réuni tous les ingrédients d'une implosion ? Mais ces pourparlers souhaités, peuvent-elles aboutir, notamment à un consensus escompté, salutaire et salvateur ?

### Une chance à ne pas rater...

L'on sait que c'est la loi électorale qui gère tout le processus et notamment jusqu'à la composition de la CENI qui déchire la classe politique nigérienne. Sur un tel sujet, et puisque les différentes parties avaient été écoutées par les missions de l'OIF au Niger, on peut comprendre que quelque part, l'opposition ait convaincu des partenaires relativement au caractère suspect de certains articles du texte incriminé et ce d'autant d'ailleurs que l'opposition ne demande rien que des textes justes et

## Crise politique au Niger

# Le CNDP peut-il sauver l'essentiel ?

consensuels pour garantir des élections transparentes, justes et honnêtes qui peuvent du reste, grandir le régime qui se gargarise d'avoir la majorité des Nigériens et des partis politiques avec lui. De quoi d'ailleurs, dans ce cas, peut-il avoir peur pour résister à faire droit à cette demande somme toute légitime et raisonnable de l'opposition ?

La classe politique nigérienne doit donc faire preuve de maturité et de sagesse, pour ne préserver que l'essentiel, en laissant de côté les petits calculs mesquins et les égoïsmes malsains.

Il faut impérativement dépassionner le débat et recréer les mêmes conditions par lesquelles, hier, il avait été possible pour notre classe politique, de s'entendre sur un minimum qui sauve l'essentiel. Quel intérêt aura le président sortant, à laisser derrière lui un pays qui va continuer à se déchirer ? Il y a encore un peu de son image à protéger. De gros calculs autour de sa succession risquent fort bien de le perdre et de le conduire dans le mur. Il est temps d'être mesuré et pondéré.

Le prix de l'apaisement reste des règles de jeu claires dans le jeu électoral, le caractère inclusif en proscrivant ces manigances judiciaires malicieusement conçues pour exclure du jeu des candidats craints, car, le peuple souverain seul, a le droit de trancher les jeux électoraux. Même les profanes de la politique ont pu comprendre le but de ces acharnements contre la personne de Hama Amadou qui ne peut pas avoir fait que du mal à chacun de nos hommes politiques, pour mériter une haine aussi viscérale qui ne peut qu'avilir ses auteurs. Il semble qu'en plus d'être des humains, nous sommes des croyants qui croient à des valeurs, à un idéal de vie, à une civilité qui nous sort de l'animal qui nous habite pour être plus proches de l'homme. D'ailleurs, qu'est-ce qui peut nous arriver pour être aussi méchants en politique ? Pourtant par nos alliances défaites et les nouvelles alliances nées où on avait su taire des dissensions, devraient amener les uns et les autres à avoir plus d'humilité pour comprendre que l'adversaire n'est pas un ennemi. Il est dommage que Massaoudou qui se veut un intellectuel si accompli ait pu croire que des journalistes critiques puissent être leurs ennemis oubliant tout le bien qu'ils leur ont fait pour les aider à comprendre leurs erreurs, les problèmes de leurs gouvernances afin de les corriger éventuellement et pouvoir

améliorer leur gestion.

C'est peut-être aussi par notre incapacité à nous entendre, à construire le consensus minimal sur des questions d'ordre général, notre insouciance pour le pays qu'on ne cesse de plonger dans des crises diverses qui font de nous les derniers du monde. Il est temps que nous envoyons aux autres une bonne image de nous-mêmes pour mériter le respect du monde. C'est un recul, que de voir, après près de trois décennies de démocratie, que l'on veuille changer les règles du jeu électoral dans le seul but de vouloir privilégier un clan dans la conquête et la conservation du pouvoir. C'est pourquoi, il est urgent d'arrêter vite cette mascarade des pièces d'état civil qui se produisent à la

chaîne et qui ouvrent la porte à toutes les dérives. N'est-ce pas le moyen le plus facile de donner des documents authentiques nigériens à n'importe qui et demain, une nationalité nigérienne pour des gens qui ne pourraient pas le mériter ?

Nos hommes politiques font donc face à eux-mêmes. Les Nigériens, attendent que de leurs conciliabules, ils sortent avec un sourire nouveau sur les visages pour rassurer le peuple qu'enfin, les cœurs sont guéris du mal. Le CNDP doit donc éviter la diversion pour aller calmer le jeu, et ramener la belle à terre.

Oui, les Nigériens peuvent aussi être bons. Les meilleurs aussi.

**Gobandy**

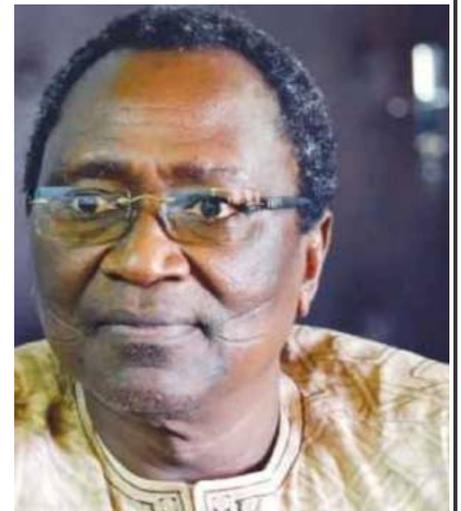
### Décès d'Amadou Ousmane

## Un homme de grande valeur s'en va...

Amadou Ousmane, l'auteur de « 15 ans, ça suffit ! », « Le témoin gênant », « Le nouveau juge », « Chroniques judiciaires » et bien d'autres ouvrages, a tiré sa révérence, hier, mardi 16 octobre 2018, des suites d'une maladie contre laquelle il se battait depuis un certain temps.

L'homme est parti, laissant à ses parents, ses proches et ses amis, le souvenir d'un cadre compétent, très cultivé, mais d'une sobriété et d'une humilité extraordinaires. Respectable et respecté, Amadou Ousmane était d'un commerce facile. Il prenait les choses avec philosophie, mais était d'une fidélité tenace à ses amitiés et à ses convictions politiques qu'il exprimait partout et devant n'importe qui, au risque parfois d'hypothéquer des projets qui lui tenaient pourtant à cœur. C'était d'ailleurs le cas avec le projet d'un réalisateur burkinabè qui lui avait fait la proposition de porter « Chroniques judiciaires » à l'écran. Ce projet, dont il avait souhaité voir la réalisation pour effacer le souvenir, amer, de « Saraounia » de Med Hondo, le réalisateur tunisien qui a porté à l'écran une œuvre de l'illustre disparu sans la moindre référence au Niger.

Pour ceux qui ne le savaient pas, Amadou Ousmane était un patriote hors pair. Il a exigé du réalisateur burkinabè intéressé par « Chroniques judiciaires » que le film soit entièrement tourné au Niger ; que l'ORTN et le centre nigérien de cinématographie soient associés ; que des comédiens nigériens figurent dans le film, etc. En



contrepartie, Amadou Ousmane gagnait... la modique somme d'un million de francs CFA. Pour lui, m'a-t-il confié, ce qui était important, c'était que le Niger gagne quelque chose dans ce projet. D'où sa brochette de conditions musclées que le réalisateur burkinabè a toutes acceptées. Cependant, malgré la volonté d'Amadou Ousmane et l'intérêt du réalisateur burkinabè, et bien que d'un grand intérêt pour le Niger, le projet n'a pas connu de démarrage du fait de certaines contingences politiques déplorables et détestables.

Journaliste de la première génération du Niger indépendant, Amadou Ousmane a fait les années glorieuses du Temps du Niger, avant le Sahel et le Sahel hebdo, aux côtés d'illustres aînés tels qu'Idé Ouamrou,

Suite page 7

## Sommet de la Francophonie à Erevan

# «Le Vivre ensemble» : le Niger et ses discours bidons

Le Président Issoufou aime les grandes messes internationales qui lui donnent l'occasion de côtoyer les dirigeants des puissances du monde comme pour se donner l'illusion d'une grandeur qui satisfait ses complexes. Alors que tous ses pairs africains, sont plutôt discrets, communiquant rarement, lui envahit les plateaux des grandes chaînes internationales pour parler, oubliant que ce qui fait la grandeur des grands leaders, c'est moins leurs paroles, mais leurs actions.

Le président du Niger est le champion de la parole, malheureusement, il n'y a pas d'institutions internationales à classer les Etats sur cette qualité, si c'en est une, pour reconnaître à leurs leaders un leadership incontestable.

Au dernier sommet de la Francophonie tenue en Arménie, à Erevan, Issoufou Mahamadou était de la fête avec une forte délégation. Au forum de la langue française, il s'était adressé à la tribune de la famille francophone et comme pour justifier la présence massive du gouvernement nigérien au sommet du «Vivre ensemble», on devrait également entendre le ministre de la Renaissance culturelle qui défendait des idéaux partagés avec la Francophonie. Un sommet qui a montré que la Francophonie est aujourd'hui plus politique que culturelle. Et l'on se demande à juste titre si la Francophonie a vraiment un idéal à poursuivre aujourd'hui lorsqu'elle peut faire la promotion de pays moins regardant vis-à-vis des valeurs que l'Institution dit défendre et soutenir dans le monde car, même si le Rwanda est un exemple de réussite de gestion et de progrès économique, il reste vrai qu'au plan des droits de l'homme et de la démocratie, le pays des mille collines reste une plaie au cœur de l'Afrique forestière. Mais que veut-on, quand le Chef Blanc parle et décide ? Les petits sous-préfets de la France en Afrique, comme dirait Bernard Doza, ne peuvent qu'applaudir, riant qu'un des leurs aura été préféré, oubliant que la Michael Jean, racialement est tout aussi africaine que celle qui est venue lui ravir une place. Pourtant, tous savent bien que c'est pour de petits calculs français que Macron avait fait cette faveur à la ministre rwandaise des Affaires étrangères, et taise une histoire grouillante qui avait profondément séparé les deux pays, éloignant l'un de l'autre. La justice française, comme pour jouer le jeu, quelques deux jours avant ou après le sommet, déclarait un non-lieu pour quelques personnalités rwandaises impliquées dans le génocide dont près de sept (7) qui sont proches de Paul Kagamé. Comme on le voit, la controverse autour de la désignation de



la diplomate rwandaise, était bien justifiée car, pouvant être au centre d'un commerce politique entre la France et le Rwanda. Comment ne pas paraphraser l'adage, pour dire par rapport au suivisme aveugle des Africains que «ce que France veut, les Nègres le veulent aussi».

Mais revenons aux paroles des nôtres proférées à Erevan. D'entrée de jeu, il faut reconnaître que les communicateurs du président Mahamadou Issoufou ne l'aident pas trop dans la construction de ses speechs. En tout cas en écoutant le président nigérien à la tribune d'Erevan, l'on a l'impression d'avoir déjà écouté ce discours, tant ça ressemble à du coupé-collé. Les thèmes sont restés les mêmes pour lesquels il court dans le monde pour chercher des partenaires et des appuis. C'est le terrorisme, la migration, le dividende démographique, c'est le défi écologique, c'est la gouvernance mondiale, devenus pour le socialiste nigérien un fonds de commerce pour parcourir le monde. On voit d'ailleurs que le discours ennuyait, il ne semble pas appâter des gens qui attendent de parler du «vivre ensemble», qui est le thème central du sommet et qui, quand on considère les différentes crises qui marquent notre monde, est d'une pertinence évidente. Ainsi, si un enseignant devrait noter le texte, il écrira «Hors sujet».

### Un discours fait de contradiction...

On a l'impression en parlant de «Gouvernance mondiale» que le président Issoufou Mahamadou veut faire la leçon à la communauté internationale pour qu'elle comprenne que sa gouvernance n'est ni juste ni bonne car, si les présidents africains gouvernaient bien, leurs concitoyens n'allaient pas fuir leurs pays, pour braver les mers et les déserts. N'est-ce pas de

l'irresponsabilité politique, que de manquer à ses obligations politiques et morales et lorsque les conséquences de sa mal gouvernance s'étalent, l'on se lamente que l'autre, ne soit pas capable de donner les moyens pour aider à les résoudre, notamment dans le cadre de la migration qui n'est que la conséquence désastreuse de leurs politiques. Dit dans ces termes et sous cet angle, les partenaires ne peuvent donc pas écouter un tel discours par lequel les coupables se disculpent pour accuser un autre. D'ailleurs, pourquoi Mahamadou Issoufou, ne peut pas varier ses thèmes, pour trouver autre chose à dire au monde car, dans la vie de notre monde ce ne sont pas des problèmes qui manquent. Pour n'évoquer que la migration, le terrorisme, le dividende démographique, le défi écologique, le discours du Camarade socialiste, est devenu rébarbatif, fastidieux, sans goût.

Ceux qui aident le président à construire ses discours, peuvent-ils savoir qu'un discours de président se passe d'éloges car, c'est rabaisser sa fonction que de le réduire à des flatteries pour un autre, fussent-elles pour le chef de la puissance colonisatrice à qui l'on veut plaire. Les premiers mots du président Issoufou Mahamadou, étaient faits de louanges pour la grande France, pour être, presque le seul pays, eut-on soupçonné, à soutenir les pays du Sahel, et sans doute aussi le Niger dans le combat qu'ils mènent contre le terrorisme et la migration, les deux sujets devenus obsessionnels dans l'agenda présidentiel du Niger quand les pleurs du peuple qui vit mal et crie son ras-le-bol, ne peuvent rien dire à un président plus concerné par des sujets de l'extérieur que de l'intérieur. Pourquoi flatter Macron, devant tant de mondes qui

Sommet de la Francophonie à Erevan

«Le Vivre ensemble» : le Niger et ses discours bidons

ne peuvent pas être enfants, à ne pas comprendre ce qui vise ce commerce des mots jetés aux pieds du président français comme fleurs ? Les Nigériens doivent avoir souffert de voir à un tel niveau de débat, leur président se prêter à un tel exercice qui galvaude son rang.

Sait-il qu'il ne peut pas, même en poussant Emmanuel Macron à se débattre à trouver les moyens qui ne viennent pas pour le G5 Sahel, arriver à l'amener à faire changer d'avis des partenaires qui ne voient que du flou dans le projet que la France porte sous ce qu'une diplomatie a appelé la force du G5 Sahel. Il y a quelques jours, à ce propos, un journal notait que Macron lui-même était devenu sceptique : sans doute s'est-il rendu compte qu'il ne pouvait pas embarquer toute la communauté internationale dans cette aventure. Mais, ce n'était pas de cela que devrait parler la Francophonie...

Puis, alors que Michael Jean, lâchée par des présidents qui ne seraient pour elle que des lâches, se plaint d'être trahie, le président du Niger, ne manquait pas de mots gentils à son endroit, allant jusqu'à rappeler l'honneur qu'il lui a fait en venant au Niger, il y a quelques mois. Peut-on d'ailleurs croire à la sincérité de ces autres flatteries, quand un jour plus tôt, son ministre des Affaires étrangères, annonçait clairement le choix de leur gouvernement pour la Rwandaise alors qu'il était possible de faire comme les autres, sans trop s'exposer et être plus discret ? Agir ainsi, presque dans la trahison d'un autre qui vous aura tout donné, est-ce franchement savoir «vivre ensemble» ?

**Vivre ensemble**

Ce n'est pas un slogan creux. Peut-être que les Nigériens s'en sont rendu compte, après des débats et après leur fameux discours car, l'on a entendu au sortir de la conférence, le ministre de la Renaissance culturelle, expliquer que cette thématique cadre bien avec la politique poursuivie par son gouvernement. Et il avait utilisé de gros mots qui n'ont aucun sens dans ce qui se fait et se vit au Niger : tolérance, acceptation de l'autre, solidarité... Il y a tout au pays d'Issoufou sauf tolérance, acceptation de l'autre et solidarité. Après tout le désordre que le socialisme a semé dans le champ politique nigérien avec des hommes qui se détestent à un tel niveau bestial, qu'ils ne peuvent plus s'adresser la parole, incapables justement de tolérance, de fair-play, on ne saurait parler de ces valeurs dans le pays. Jamais, les Nigériens n'ont été amenés à ne pas être capables de s'aimer par-delà leurs divergences et leurs différences si ce n'est sous la Renaissance, «vivre ensemble», on l'avait sans doute en d'autres temps et ce n'est pas Tonton Sanoussi qui

dira le contraire, lui qui, il y a quelques mois, appelait à l'apaisement en invitant les protagonistes de la crise nigérienne à faire preuve d'humilité et de sagesse, pour donner des chances à la concorde nationale. Le ministre de la Renaissance le sait, lui aussi, mais puisqu'il faut parler, il l'a fait pour montrer que son pays serait aussi dans la même bonne intention du «vivre ensemble». Ou bien veut-il faire allusion à la détente précaire que la récente rencontre au CNDP avait donné l'illusion pour faire croire que les dissensions se seraient déjà dissipées, quand pourtant, les divisions restent toujours profondes.

Le Niger n'est pas une île sur laquelle, on peut se permettre tout pour croire que rien du mal qu'on fait ne peut être su. Les autres savent bien les malaises qu'il y a dans le pays. C'est peut-être d'ailleurs cela qui fait courir le régime depuis des semaines, quand, personne, dans le monde, ne peut plus l'encourager dans sa politique répressive.

Issoufou Mahamadou, s'en est-il rendu compte pour comprendre qu'il en a fait trop et qu'il est allé trop loin dans sa politique de harcèlement ?

Des doutes persistent et planent sur le processus du dialogue amorcé...

Pendant que le Front d'opposition indépendant (FOI) sort du CNDP pour poser des exigences, l'on voit Adp Zumuntchi quitter le FRDDR pour la rejoindre, tenant lui aussi un discours extrémiste qui en dit long sur ce qui divise les Nigériens. S'il est vrai qu'une mini-conférence nationale demandée par le FOI pour crever des abcès, reste envisageable quand on sait la profondeur des problèmes que vivent les Nigériens, il reste tout aussi vrai que la question du code et celle de la CENI reste toujours entier, pour ne pas exclure, un retour de beaucoup d'autres partis du processus engagé quand ils se rendront compte que le pouvoir n'a en réalité aucune volonté d'aller à l'apaisement, si ce n'est de divertir pour un temps, les Nigériens et la communauté internationale. Tant il est vrai que le régime ne créera jamais les conditions susceptibles de lui faire perdre le pouvoir.

Sans être pessimiste, il faut croire qu'on n'est pas encore sorti de l'auberge. Il y a encore du chemin à faire.

**Gobandy**

**Suite de la page 5**

GarbaSidikou, Diado Amadou, etc. Sous le pseudonyme d'ARBI, feu Amadou Ousmane a notamment égayé et fidélisé les lecteurs du journal gouvernemental, animant la rubrique « Les propos d'Arbi » avec une rare compétence.

En tant qu'écrivain, l'homme qui a attiré les foudres du colonel SeyniKountché en rapportant dans le Temps du Niger un accident de circulation dont il était un des protagonistes quelques jours avant le coup d'Etat du 15 avril 1974 avant d'en devenir l'attaché de presse, est un monument dont certains chefs d'Etat de la sous-région ont fait appel aux compétences. Ayant été un des jeunes journalistes et apprentis écrivains qui ont eu la chance d'être accompagnés et soutenus par l'illustre disparu, je me sens honoré de lui rendre ce vibrant hommage. Je garde particulièrement de l'homme le souvenir d'un aîné qui a toujours été là pour moi, plein de prévenance et de sollicitude. Fonctionnaire des Nations Unies dans le cadre du maintien de la paix au Burundi où, en mission avec la Secrétaire générale de la CONFEMEN, madame Hima Adiza, je l'avais trouvé en novembre 2008, il nous avait fait l'honneur de nous inviter à déjeuner d'abord, au bord du lac Tanganyika, puis à dîner, à sa résidence personnelle.

C'est un monument qui s'en va à jamais,

fier et honoré par tant de reconnaissances, au Niger et à l'extérieur.

Que la terre te soit légère, El Hadj et que le Paradis Firdaws soit ta demeure éternelle ! Ainsi soit-il !

**Ton jeune frère, MODIALZOUMA Moussa**

**LE MONDE  
D'AUJOURD'HUI  
HEBDOMADAIRE  
NIGERIEN  
D'INFORMATIONS  
GENERALES ET  
D'ANALYSE**

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

**RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /  
NIF:297 59/S**

*E-mail : lemonde\_niger1@yahoo.fr*

**Directeur de publication  
Arouna Yacouba  
94.95.75.33**

**Directeur Commercial  
Inoussa DICKO  
90.00.99.83 / 96.75.34.12**

**Conception & Composition  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
Tirage : 1 500 Exemplaires sur  
les presses de la G.I.N**

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE Lancement officiel de la Campagne «ZERO PALU ! JE M'ENGAGE»

La 1ère Dame Hadjia Aïssata Issoufou, présidente de la Fondation «Guri Vie Meilleure», procédera, le jeudi 18 octobre 2018 au Palais des Congrès de Niamey, au lancement officiel de la campagne «Zéro Palu! Je m'engage», une initiative de la Commission de l'Union Africaine et du Partenariat Roll Back Malaria.

Cette campagne, approuvée par les 55 Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine lors du 31ème Sommet de l'Organisation tenu le 02 Juillet dernier à Nouakchott en Mauritanie, a été lancée en présence du Directeur Exécutif de Roll Back Malaria (RBM), Dr Kesete Admasu, et de plusieurs autres invités.

Elle vise à éliminer le paludisme sur le continent africain grâce à l'amélioration de l'accès pour tous aux moyens de traitement, de diagnostic et de prévention de la maladie, mais aussi avec l'engagement des mouvements populaires, notamment les communautés, les chefs religieux, le secteur privé, les dirigeants politiques et d'autres membres de la société.

La campagne a également pour objectifs de mobiliser les ressources financières nécessaires pour mettre un terme au paludisme et d'impulser un élan communautaire afin d'améliorer la sensibilisation et l'appropriation des interventions dans le cadre de la lutte contre la maladie.

La 1ère Dame Hadjia Aïssata Issoufou, présidente de la Fondation «Guri Vie Meilleure» et Ambassadrice de l'initiative « zero palu je m'engage » s'est



engagée à mobiliser les dirigeants, les communautés, le secteur privé et les médias à lutter contre cette maladie qui constitue la principale cause de morbidité et de mortalité au Niger.

A l'échelle mondiale, la région africaine de l'OMS concentre 90% de l'ensemble des cas de paludisme et de décès associés. Quinze pays, tous situés en Afrique subsaharienne sauf un, représentent 80% de la charge palustre au niveau mondial.

Plusieurs personnalités prendront la parole au cours de cette cérémonie, notamment, le représentant de la Directrice Régionale de l'OMS pour l'Afrique, la Vice-présidente d'Alma, la représentante du Directeur Exécutif du Partenariat RBM, le représentant du Directeur du Fonds Mondial, la Commissaire Santé et Affaires Sociales de l'Union Africaine, S.E l'Ambassadeur des Etats Unis, S.E l'Ambassadeur de la république de Cuba, mais aussi le Ministre de la Santé Publique du Niger, plusieurs autres personnalités nigériennes et, bien sûr, la 1ère Dame Hadjia Aïssata Issoufou. Une conférence de presse se tiendra à l'issue de la cérémonie. Tous les médias y sont conviés.

## Gestion des boues de vidange à Niamey Vers la réalisation des stations de traitements des boues de vidange

Ces dernières années la ville de Niamey a connu un accroissement important de sa population, alors que les infrastructures destinées à l'assainissement sont restées peu développées. Sous l'effet de cette urbanisation non contrôlée, l'on constate une augmentation de la consommation d'eau potable d'où par conséquent une augmentation de la quantité des rejets d'eaux usées. En conséquence, la gestion des boues de vidange des ménages et des latrines publiques devient un véritable problème d'assainissement malgré la présence d'entrepreneurs privés qui s'occupent à la collecte et l'évacuation des boues dans la nature.

Malheureusement, la vidange et le rejet des excréments issus des fosses de latrines qui se fait dans la nature par les camions citernes et/ou mutuellement à proximité des habitations est assimilable à la défécation à l'air libre. Cette pratique impacte négativement sur l'environnement et sur la santé des populations notamment celles riveraines des lieux de rejet des excréments ainsi que celle du personnel effectuant les opérations de vidange et de rejet.

Le gouvernement du Niger a obtenu

de l'Association internationale de Développement (IDA), le financement du projet «Eau et Assainissement en Milieu Urbain (PEAMU)», en vue d'accroître l'accès à des services durables d'eau potable et d'assainissement amélioré en milieu urbain et de contribuer ainsi aux efforts du gouvernement du Niger pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). Ce projet a prévu dans sa composante assainissement, la réalisation de deux stations de traitement de boues de vidange à Niamey dont la première est prête à fonctionner. C'est justement dans l'optique d'optimiser le dispositif de la gestion des stations de traitement des boues de vidange (STBV), à travers elles, l'ensemble de la filière de boues de vidange que la ville de Niamey entend œuvrer pour une adhésion massive des populations de la ville au bon fonctionnement des usines de traitement des boues de vidange. Notons par ailleurs qu'au total trois stations sont prévues pour la gestion des boues de vidange de la ville de Niamey. Elles doivent constituer à terme les points exclusifs de dépôtage des boues de vidange pour la ville de Niamey.



### AVIS DE DEMENAGEMENT

La Direction de MCA-Niger informe le public et ses partenaires qu'à compter du **lundi 1<sup>er</sup> Octobre 2018**, elle déménage dans ses nouveaux locaux, sis **Boulevard Mali Bero, face Lycée Bosso**.